

Un peu d'humanité

L'Action terroriste socialement acceptable

Marie-Andrée Brault

Numéro 113 (4), 2004

Théâtre d'intervention

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/24961ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brault, M.-A. (2004). Un peu d'humanité : l'Action terroriste socialement acceptable. *Jeu*, (113), 125–129.

Un peu d'humanité

L'Action terroriste socialement acceptable

Difficile de résister à la tentation, lorsqu'il est question de l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA) fondée par Annie Roy et Pierre Allard en 1997, de souligner l'aspect programmatique du nom du groupe. La contradiction dans les termes souligne, non sans humour, ses objectifs : agiter, remuer, ébranler, agir de façon percutante dans l'espace social, dans le but non pas d'y répandre la terreur, mais d'entrer en dialogue avec ceux qui l'habitent. S'inscrivant dans la mouvance actuelle des arts visuels qui fait une large place aux expériences *in situ* et à l'art relationnel, la pratique de l'ATSA reste pourtant difficile à catégoriser.

La première action posée par le groupe montre bien sa place particulière aux frontières de l'activisme et de l'art. *La Banque à bas!* À bas la banque a été créée en réaction à une exposition du Musée d'art contemporain portant sur la relève, qui laissait de côté, selon les fondateurs de l'ATSA, l'art public. Pierre Allard et Annie Roy étaient aussi préoccupés par des événements contrastant de façon choquante qui faisaient la manchette au même moment : les profits records des banques et la question des sans-abri au cœur de l'hiver. Aidés d'amis et utilisant toutes les ressources de leurs réseaux de contact, mais sans soutien financier et sans autorisation, ils ont décidé de prendre d'assaut la place devant le MAC pour y installer des cuisinières-distributrices de bas et de vêtements chauds rappelant les guichets automatiques.

Parodiant le titre de l'exposition du musée, « De fougue et de passion », ils ont conçu des affiches arborant le slogan « De peine et de misère », commentaire à la fois sur leur entreprise artistique aux moyens sans commune mesure avec ceux de l'institution qui les accueillait malgré elle, et sur les révoltantes disparités sociales et économiques. Le nom du groupe prenait tout son sens : œuvrant dans l'illégalité, il allait pourtant s'attirer la sympathie des passants, des médias, et même du musée.

Le fait d'intervenir en plein cœur de la ville, sur la place publique, est donc né à la fois de la contrainte et de la nécessité. Pour Annie Roy et Pierre Allard, l'art doit provoquer un débat et s'inscrire dans la

Pierre Allard et Annie Roy de l'ATSA (Action terroriste socialement acceptable).
Photo : Martin Savoie.



société; il doit rencontrer les gens là où ils sont pour servir de déclencheur à un questionnement collectif. L'action qui a sans doute connu le plus grand retentissement en ce sens est *États d'urgence*, un événement récurrent depuis maintenant quelques années. Il s'agit de la reconstitution d'un camp de réfugiés qui accueille les sans-abri au centre-ville de Montréal pendant quelques jours, au plus fort de l'hiver. Tous sont invités à se joindre à eux, pour donner un coup de main ou tout simplement pour goûter à ce moment de partage. Des activités diverses sont organisées: projection de films engagés, animation par les Zapartistes ou des membres de la LNI, musique de la Fanfare Pourpour. Et bien sûr, des repas chauds sont servis. Trois éditions



durant, c'est l'armée canadienne qui a fourni les tentes et qui était aux fourneaux. Mais au lendemain du 11 septembre, l'adjectif « terroriste » que s'est accolé l'ATSA aurait effrayé Ottawa, et le Régiment de Maisonneuve a dû se retirer du projet, ce qui a forcé l'annulation de l'édition de janvier 2003. Depuis deux ans, ce sont des tentes de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge qui accueillent les itinérants.

États d'urgence (ATSA, 2003).

Photo : Martin Savoie.

Pour un groupe socialement engagé comme l'ATSA, l'association à des organismes humanitaires n'est-elle pas plus naturelle que la collaboration avec l'armée, qui avait d'abord été privilégiée? Était-ce possible, acceptable, de travailler avec une institution associée pour une large part à la répression? Pour Annie Roy, cette question éthique ne se pose pas, dans la mesure où il s'agit d'un organisme payé par les fonds publics et qui devrait donc, en toute logique, être au service de la communauté. Le recours à l'armée s'appuyait sur une idée très pratique: les ressources sont là, disponibles. Pourquoi ne pas les utiliser à des fins sociales? L'armée canadienne, rappelle-t-elle également, est davantage associée à des missions de paix qu'à la guerre. En fait, l'ATSA, même si elle a œuvré en ayant pour partenaires des institutions ou créé à leur demande (le projet *Attention: zone épineuse* (2002), par exemple, conçu à l'occasion de l'événement « La montagne, la forêt, l'arbre » et soutenu par la Ville de Montréal, le gouvernement provincial et l'UNESCO), dit n'avoir jamais eu à faire de concession. Elle a su, au fil du temps, se bâtir une crédibilité et une réputation de sérieux par ses projets de conscientisation à des problèmes écologiques ou sociaux qui ont, en règle générale, suscité de larges consensus. Tout est aussi, souligne Annie Roy, dans la façon de présenter le projet; les éléments les plus subversifs n'ont pas à être soulignés au crayon gras. Tel est le cas notamment pour les *Attentats*, maintenant au nombre de sept. Dans ces mises en scène très réalistes, un véhicule utilitaire sport (VUS) incendié et encore fumant occupe un espace sur la voie publique. Rappels des

attentats à la voiture piégée qui font la nouvelle, ces installations sont accompagnées d'informations sur la pollution et d'un manifeste contre l'utilisation de ces véhicules nocifs pour l'environnement. Le début de ce manifeste se lit ainsi : « Parce que le seul VUS utile est un VUS mort. » Certains – ceux qui se méfient du T de l'ATSA – pourraient donc voir dans ce projet un dangereux appel à l'action radicale. En mettant plutôt l'accent, dans la défense de son initiative, sur l'idée de sensibilisation à l'environnement et à la pollution automobile, l'ATSA a réussi, jusqu'à maintenant, à la faire accepter sans trop de mal. Mais les objectifs sont clairs : « Nos œuvres démontrent la force du sentiment d'aberration qui nous habite quand nous la concevons. En cours de préparation, nous lisons, nous nous renseignons sur un sujet et nous ressentons une violence. Nous devons en témoigner. »

L'esthétique de l'Action terroriste socialement acceptable se fonde sur le réalisme de la mise en scène, sur « une dynamique de faux-semblant », comme le souligne Annie Roy. Les créations s'intègrent au paysage urbain sans s'afficher nettement comme œuvres. Le rapport des passants avec le réel se trouve biaisé, et l'intrusion d'éléments inhabituels, dérangeants dans l'espace public suscite les réactions, allant de la simple curiosité à l'inquiétude véritable. Ainsi, lors du projet aux enjeux écologiques *Attention : zone épineuse* où, entre autres choses, des arbres du Mont-Royal avaient été entourés d'un ruban jaune signalant le lieu d'un sinistre, certaines personnes ont téléphoné aux autorités municipales pour s'assurer que ces arbres n'allaient pas être coupés. Aussi, lors des *États d'urgence*, la vue de tentes de l'armée érigées dans la

Attentat #6, sur le boulevard Saint-Laurent, par l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA, 2004).
Photo : Martin Savoie.



ville, devant lesquelles des gens faisaient la queue pour obtenir un repas, en a remué plusieurs qui se demandaient ce qui avait bien pu se produire. La réflexion et le débat sont donc d'abord amorcés parce que l'œuvre se donne pour réalité. Ils se poursuivent ensuite sur place, entre passants, ou entre spectateurs et artistes. Car Pierre Allard et Annie Roy tiennent à être présents, à prendre part à cet échange. C'est dans ces moments, disent-ils, qu'ils peuvent goûter à leur travail. C'est d'ailleurs la discussion, la rencontre des citoyens dans l'espace public, autour d'une œuvre et d'enjeux qui les concernent, qui est la finalité de leur démarche.

Annie Roy et son complice dans l'art comme dans la vie (mais est-ce bien des notions distinctes ?) paraissent d'ailleurs s'accommoder, pour atteindre leurs objectifs, de ce que plusieurs considéreraient comme des contraintes. Le rapport avec les médias, par exemple, leur semble essentiel, voire stimulant aujourd'hui. Comme l'ATSA souhaite provoquer le débat sur la place publique, elle a vite compris que la diffusion de ses actions et de ses messages par l'entremise des médias était un moyen efficace pour y arriver. Si l'art est un tremplin pour parler de choses qui comptent, les médias permettent le rayonnement de ce discours.

Même si Annie Roy se défend de faire de l'art thérapie, elle constate que l'impact de leurs expériences est parfois inattendu. Un événement comme *Parc industriel* (2001), par exemple, où un terrain vague a pris les allures d'un troublant site archéologique témoin de la surconsommation de notre époque, a été à l'origine d'une collaboration durable avec de jeunes marginaux. Leurs réseaux de contact remarquablement efficaces ont été mis à contribution pour la mise en place de cette manifestation artistique. Leur enthousiasme devant les actions un peu folles de l'ATSA a conduit certains d'entre eux à devenir des collaborateurs réguliers. En participant au montage de certaines œuvres et en côtoyant les deux créateurs, ils en sont venus à développer un discours artistique. Ils entrent maintenant en relation avec le public, expliquent les enjeux du projet. Dans ces expériences, ils ont pu retrouver un esprit de survie proche du leur et un exemple de révolte canalisée dans la création.

Les notions de réseau, d'entraide et de rencontre sont donc indissociables de la pratique de l'ATSA, elle qui pourtant conçoit uniquement à deux cerveaux. Car si le noyau créateur est petit, il demande souvent un déploiement d'énergie considérable et vise à donner rendez-vous au plus grand nombre. Les *États d'urgence* en sont un exemple parlant, et la récurrence de l'événement ne rend pas nécessairement les choses plus aisées. Chaque fois, les problèmes de logistique et d'organisation se posent. Chaque fois, la mobilisation est à recommencer. Mais cette récurrence est fondamentale. *États d'urgence* est une œuvre qui

Attention : zone épineuse
(ATSA, 2002). Photo :
Martin Savoie.





Les Murs du feu (ATSA, 2002).

Photo : Martin Savoie.

se déploie dans le temps, au dire d'Annie Roy, une œuvre qui a sa propre existence. Attendue parce que nécessaire, nécessaire parce qu'attendue, elle transcende l'idée d'œuvre et est plutôt le témoignage d'un véritable projet de vie pour les deux artistes. Ceux-ci considèrent que les manifestations de l'Action terroriste socialement acceptable sont, d'un certain point de vue, plus près de l'activisme que du milieu des arts et qu'il existe peu de démarches semblables à la leur. C'est un travail de fond qui vise au premier plan la responsabilité sociale, sans égard à l'exploration exclusive d'une discipline artistique. L'histoire et le théâtre peuvent très bien être conviés, comme dans *les Murs du feu*, un projet de réappropriation de la mémoire du boulevard Saint-Laurent qui se greffait à un questionnement sur les divers visages actuels de la *Main*. Dans le cadre de cet événement s'est déroulée une *Soirée incendiaire* où le comédien Stéphane Crête présentait des numéros rappelant l'époque du *Red Light*.

Le programme ambitieux de l'ATSA, celui de faire de l'œuvre un projet de vie, a mené Annie Roy et Pierre Allard vers une pratique qui se refuse aux cloisonnements, qui ne peut concevoir l'œuvre que dans un dialogue avec le milieu dans lequel il s'inscrit. Chaque œuvre doit donc trouver, chaque fois, le moyen le plus efficace pour instaurer ce dialogue et retrouver, dans la dénonciation, un peu d'humanité. **■**